

# Zimbabwe



## chiffres clés

- Superficie en milliers de km<sup>2</sup> : 387
- Population en milliers (2002) : 12 835
- PIB par habitant en dollars (2002) : 1 380
- Espérance de vie (2000-2005) : 33,1
- Taux d'analphabétisme (2002) : 10,0



# Zimbabwe

LE PIB EN VOLUME DU ZIMBABWE a reculé pour la sixième année consécutive. Selon les estimations, il aurait perdu 18.5 pour cent en 2003 (après avoir cédé 12 pour cent en 2002) et devrait baisser de 14 pour cent en 2004.

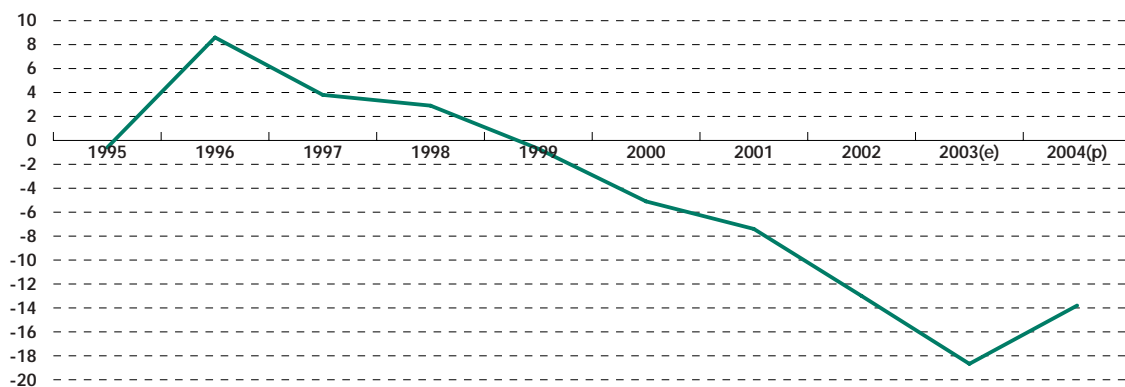
Le pays n'a pas progressé dans la lutte contre les causes de la grave crise politico-économique à laquelle il est confronté depuis 1997. Lancé en février 2003, le Programme national de relance économique (*National Economic Revival Programme* – NERP) n'est pas parvenu à améliorer les conditions nécessaires à un dialogue social constructif. Les timides mesures prises par le gouvernement n'ont pas non plus permis de réduire les déséquilibres macro-économiques (inflation très forte, financement constant du déficit budgétaire par la banque centrale et taux de change surévalué), ni d'accroître les perspectives de reprise économique.

Les prix des combustibles liquides ne sont plus que partiellement encadrés mais l'action publique est, dans l'ensemble, incohérente, ce qui aggrave les distorsions dans l'affectation des rares ressources, telles que les crédits et les devises, et creuse le déficit quasi-budgétaire. Le Zimbabwe, autrefois le grenier à blé de l'Afrique australe, est toujours aux prises avec des problèmes d'approvisionnement alimentaire. Celui-ci reste nettement insuffisant par rapport aux besoins du pays, car la forte baisse de la productivité agricole s'est conjuguée aux effets de l'accélération de l'inflation et aux pénuries de devises et de liquidités.

**Le manque de souplesse du gouvernement dans la mise en œuvre des ajustements macro-économiques devrait intensifier la crise et prolonger l'isolement du pays.**

Un climat de méfiance persiste entre le parti au pouvoir et l'opposition en raison des problèmes de

Figure 1 - Taux de croissance du PIB en volume

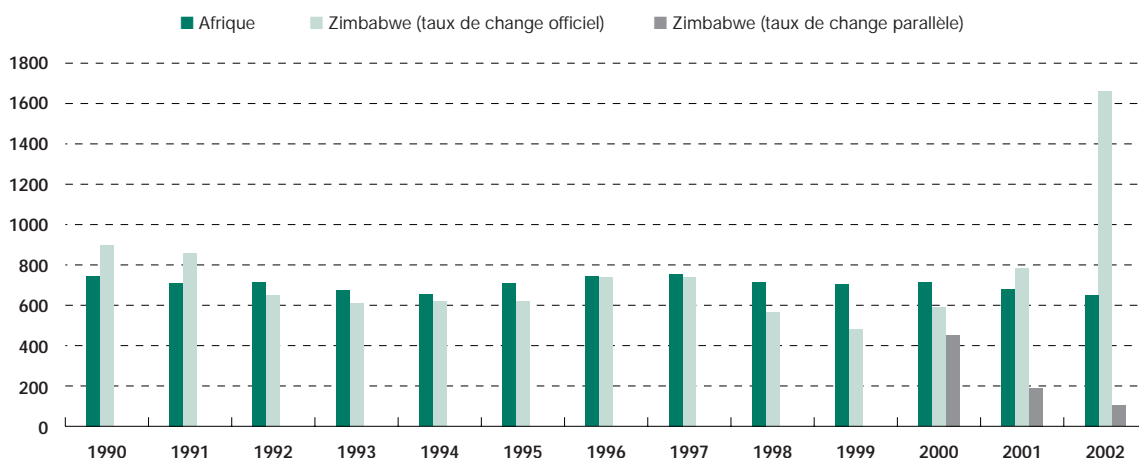


Source : Données du FMI et des autorités locales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

gouvernance, et notamment de l'absence de droits politiques et de liberté de la presse. La décision de quitter le Commonwealth en décembre 2003 va isoler encore davantage le Zimbabwe et compliquera la reprise du dialogue politique. Cette crise accentue les divisions profondes dans un tissu social déjà fragile, suite à

l'effondrement des systèmes d'éducation et de santé et aux ravages dus au VIH/sida (on recense dans le pays deux millions de séropositifs ou malades du sida). Il en résulte une très forte augmentation du nombre des Zimbabweens expatriés, qui seraient aujourd'hui plus de trois millions (soit un quart de la population).

Figure 2 - PIB par habitant au Zimbabwe et en Afrique (en dollars courants)



**Note :** Le pic de PIB par habitant qui apparaît en 2002 est dû aux distorsions résultant de l'utilisation du taux de change officiel surévalué. Sachant que 70 pour cent des transactions ont lieu sur le marché parallèle, le taux de change officiel n'est pas représentatif du PIB par habitant. Le taux officiel est de 43 Z\$ pour 1 US\$ en 2000 et de 55 Z\$ pour 1 US\$ en 2001 et 2002. Le taux du marché noir est de 56 Z\$ pour 1 US\$ en 2000, 214 Z\$ en 2001 et 729 Z\$ en 2002.

**Source :** FMI.

## Développements économiques récents

L'environnement macro-économique du Zimbabwe s'est considérablement détérioré au cours des six dernières années. Le PIB en volume s'est replié de plus de 6 pour cent en moyenne sur la période 2000-01, et de plus de 30 pour cent en 2002-03. Les tensions inflationnistes ont empiré en 2003 et l'absence de politique macro-économique stable a continué de peser sur l'activité économique et la compétitivité des exportations. L'économie a également souffert de l'incertitude persistante quant à la réforme agraire, des pénuries de devises et de la diminution de la productivité des exploitants agricoles réinstallés.

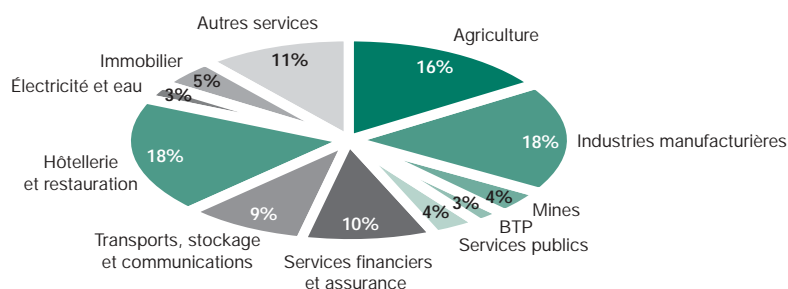
Plusieurs goulets d'étranglement sont apparus, car les importations de matières premières (telles que les combustibles liquides) et de moyens de production (engrais et pièces de rechange) ont été nettement réduites et l'infrastructure (réseau ferroviaire, électricité et adduction d'eau dans les zones urbaines) s'est largement dégradée. L'agriculture et les activités manufacturières ont été les plus touchées en 2002 et 2003. À l'inverse, le secteur financier a progressé pour la quatrième année consécutive, mais grâce aux énormes distorsions du taux de change ainsi qu'à la spéculation des banques

sur les marchés de l'immobilier et d'autres actifs physiques.

En février 2003, de plus en plus inquiets à propos de la mise en œuvre du budget, les entreprises privées et les syndicats ont – sous l'égide du Forum de négociation tripartite (*Tripartite Negotiating Forum – TNF*) – demandé aux autorités d'instaurer un Programme national de relance économique (NERP). Ce programme comporte plusieurs mesures clés, dont un taux de change fixé à 824 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis, afin d'encourager les exportations (le taux en vigueur depuis octobre 2000 était de 55 pour 1), le relèvement du taux de remise obligatoire des recettes d'exportation porté de 40 à 50 pour cent, et l'assouplissement partiel du contrôle des prix.

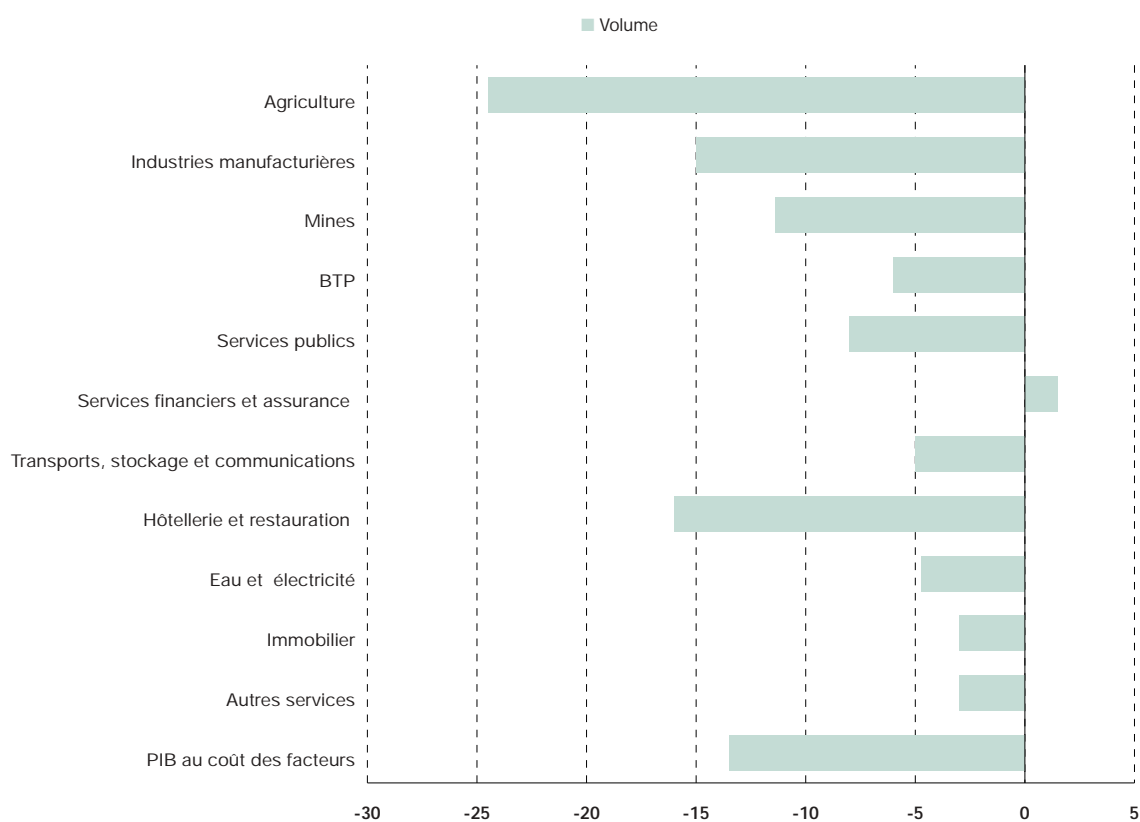
Cependant, ce programme a paru d'emblée voué à l'échec, faute d'un cadre politique clair pour remédier aux déséquilibres macro-économiques, concernant notamment la fiscalité et les goulets d'étranglement structurels dans les secteurs de production. Les prix des carburants et de certains produits non essentiels ont été déréglementés, mais ceux de très nombreuses denrées de base (maïs, semoule de maïs, blé, farine, pain) restent contrôlés. En outre, l'État a décidé

Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 2002



Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 2002



411

Note : Les données pour la figure 4 sont aux prix des facteurs. Par conséquent, la croissance du PIB en volume diffère du PIB en volume aux prix du marché rapporté au tableau 1. Il n'existe aucune donnée pertinente sur l'évolution des prix sectoriels.

Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

d'encadrer le prix des semences, de la viande de bœuf et de l'huile de cuisson. Fin 2003, il a également provoqué des tensions entre les participants au Forum de négociation tripartite (TNF) en annonçant unilatéralement un relèvement des rémunérations de la fonction publique, ainsi qu'une augmentation des

prix de l'électricité afin de refléter le coût des importations d'énergie. Les propositions présentées dans le cadre du NERP en vue de dynamiser la production d'or et de tabac n'ont été mises en œuvre que partiellement, et les mécanismes d'aide à ces deux secteurs ont été supprimés en mars 2003.

Le déclin de l'activité agricole (-13.5 pour cent en 2001 et -24.4 pour cent en 2002) devrait être moins marqué en 2003 (-4 pour cent). La production de maïs a augmenté, passant de 0.49 million de tonnes au cours de la campagne 2001/02 à 0.93 million de tonnes sur 2002/03, mais reste inférieure de moitié au niveau de la fin des années 1990. En 2002, la crise alimentaire n'a pas été trop aiguë, mais les importations de denrées par l'Office de commercialisation des céréales ne comblent, selon les estimations, que 18 pour cent du déficit de production de 2002/03 et, début 2004, quelque 5.5 millions de personnes (environ 45 pour cent de la population) avaient besoin de l'aide alimentaire.

En juillet 2003, les tensions sociales croissantes provoquées par cette crise alimentaire ont contraint les pouvoirs publics à faire appel au Programme alimentaire mondial pour obtenir une aide d'urgence. Les promesses d'aide internationale ne couvrent à ce jour que 22 pour cent des besoins pour la campagne de commercialisation 2003/04. Les ventes de semences en 2003 – seulement 40 pour cent des plantations de maïs nécessaires auraient été réalisés – laissent présager une situation alimentaire catastrophique en 2004.

De plus, en raison du programme de réinstallation en cours, les perspectives restent incertaines et dissuadent les agriculteurs traditionnels autochtones d'investir dans des projets d'équipement clés, tels que des systèmes d'irrigation, des digues ou des entrepôts à tabac. Conjugués au manque criant de matériel aratoire, ces facteurs devraient se traduire par une baisse de la productivité, même en cas de pluies abondantes. À mesure que se précise le coût total de la réforme agraire, on prévoit pour 2004 des rendements inférieurs à ceux de 2003. De fait, les plantations sont très limitées, ce qui reflète de graves pénuries de semences, une forte hausse du prix des intrants (devenus inabordable pour la plupart des petits agriculteurs) et un faible taux de reprise des exploitations par des familles réinstallées.

La sécheresse qui a sévi entre novembre 2003 et janvier 2004 a encore fait empirer la situation. La production de maïs ne devrait s'établir qu'à

250 000 tonnes en 2003/04, avant de remonter autour de 1.2 million de tonnes en 2004/05. C'est insuffisant pour couvrir les besoins, qui se chiffrent en moyenne à 1.8-2 millions de tonnes par an.

Le bœuf, dont les exportations vers l'Europe avaient rapidement augmenté dans les années 1990, a gravement pâti des épidémies successives de fièvre aphteuse et des effets dévastateurs du programme de réforme agraire. La plupart des éleveurs ont dû abattre une grande partie de leur cheptel. On s'attend à ce que la production, qui avait chuté de 22 pour cent en 2002/03 (de 64 000 tonnes en 2001/02 à 50 000 tonnes), recule de 10 pour cent supplémentaires en 2003/04. Les prévisions pour 2004/05 donnent un chiffre très inférieur à celui de 2001/02.

Les perspectives sont tout aussi sombres pour le coton. Concentrée à environ 85 pour cent sur des exploitations de petite taille ou de taille moyenne, la production ne devait pas, selon les estimations, trop souffrir du marasme agricole général. Or, sous l'effet de la flambée du prix des semences et du coût des opérations de fumigation, elle s'est repliée de 30 pour cent sur la période 2000/01-2002/03, et il est probable qu'elle plongera encore de 39 pour cent (à 140 000 tonnes) en 2003/04. Les grandes sociétés de commercialisation du coton se montrent très pessimistes pour 2004/05. Elles tablent en effet sur une production inférieure à 250 000 tonnes, bien que légèrement plus élevée qu'en 2003/04 grâce aux financements préférentiels accordés par l'État aux secteurs productifs, dont l'agriculture.

La production de tabac, traditionnellement la principale source de devises pour le Zimbabwe (un tiers de l'ensemble de ses exportations), a diminué, passant de 173 000 tonnes en 2002 à 103 000 en 2003. C'est le plus bas niveau enregistré depuis l'indépendance du pays en 1980 (sur la période 1998-2001, la moyenne annuelle a été de 219 000). Cette baisse est imputable à la réduction d'un tiers environ de la surface plantée de tabac (passé de 69 000 à 46 500 hectares en un an). Quelque 85 000 tonnes ont été mis aux enchères, au prix moyen de 2.26 dollars des États-Unis le kg, entre avril et octobre 2003 (à comparer aux 165 700 tonnes

en 2002, déjà bien loin du record de 237 000 atteint en 2000). La vente n'a rapporté que 183 millions de dollars des États-Unis – contre 368.6 millions en 2002 et 593.4 millions en 1996, année record, ce qui exacerbe la crise du change.

D'après la quantité de semences vendue en 2003, la production de tabac devrait représenter, dans le meilleur des cas, 60 000 tonnes en 2004, soit une chute de 44 pour cent en un an. Ce sont principalement les petits exploitants autochtones qui sont affectés par l'inflation et par le manque de produits chimiques, d'engrais, de matériel aratoire et de moyens de financement à un coût abordable. Le taux de change surévalué a ramené le rendement par hectare à 3 886 dollars des États-Unis en 2003, contre 8 473 dollars en 2002. Pour que le seuil de rentabilité soit atteint, il faudrait, selon les estimations, un rendement de 9 000 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis. A titre de comparaison, le taux de change officiel est de 824 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis, et, à l'automne 2003, le taux de change sur le marché parallèle s'élevait à 5 300 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis.

Le fonds constitué par le Groupement des planteurs de tabac (Tobacco Growers Trust) s'est révélé insuffisant, car la banque centrale n'a débloqué que 6 millions de dollars des États-Unis sur les 36 millions provenant de la remise obligatoire de 20 pour cent des recettes d'exportation du secteur. Ce dispositif, qui s'était traduit par des pertes substantielles pour l'ensemble de l'économie, a été supprimé en mars 2003. Le 12 janvier 2004, l'institut d'émission a introduit un système très réglementé de mise aux enchères qui autorise les exportateurs à vendre 75 pour cent de leurs devises. Les 25 pour cent restants continueront d'être vendus au taux de 824 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis et seront réservés aux pouvoirs publics. Pour 2005, on s'attend à un recul supplémentaire de la production de tabac, qui devrait tomber à environ 40 000 tonnes, soit environ 17 pour cent du niveau de 2000.

La clarification de la politique publique relative à l'occupation du sol, la réduction des pénuries de devises et du coût des intrants, ainsi que l'amélioration du

réseau de transport sont des priorités aux yeux des agriculteurs. L'accès au crédit constitue depuis longtemps le premier goulet d'étranglement. En 2003, Agribank, principale banque publique de financement de l'agriculture, a été transformée en banque agricole et rebaptisée Agricultural Development Bank of Zimbabwe. Elle a désormais pour vocation de prêter à un faible taux aux exploitants, dans les zones couvertes par le programme de réinstallation. L'État a annoncé un programme de prêts bonifiés, qu'il a chiffré à 60 milliards de dollars zimbabwéens (40 milliards pour le maïs, 15 milliards pour les facteurs de production destinés à la culture du coton et 5 milliards pour le sorgho et le millet). Mais ce n'est qu'une goutte d'eau, dans la mesure où, selon les estimations, il faudrait 600 milliards de dollars zimbabwéens pour financer la campagne agricole 2003/04.

L'Union des agriculteurs du Zimbabwe (Zimbabwe Farmers Union – ZFU) a demandé à l'État d'aider, en créant un mécanisme de garantie, les exploitants récemment réinstallés qui ont obtenu des terres dans le cadre du programme de réforme accéléré. Elle a également exhorté les banques à accepter en garantie les baux ruraux et d'autres types d'actifs, tels que les biens mobiliers. Afin d'encourager les exportations, la ZFU a suggéré que les agriculteurs placent dans une réserve en devises une partie du chiffre d'affaires qu'ils réalisent à l'exportation, afin de pouvoir acheter des intrants au début de chaque saison agricole. Enfin, il a été proposé aux pouvoirs publics d'instaurer, à l'intention des nouveaux exploitants, un programme spécial de financement de l'irrigation.

La production manufacturière (18 pour cent du PIB) s'est contractée de 15 pour cent en 2002 et a probablement chuté de 13 pour cent supplémentaires en 2003. Le taux d'utilisation des capacités a encore diminué : à 55 pour cent (contre environ 60 pour cent en 2002), il n'a jamais été aussi bas. La baisse de la demande intérieure et la perte de compétitivité à l'exportation en sont responsables. La production industrielle, qui dépend des importations, est fortement pénalisée par la grave pénurie de devises. La production de minerais non métalliques a dégringolé de 40 pour cent, l'agro-alimentaire de 30 pour cent, le textile de

26 pour cent, le bois/ameublement de 20 pour cent et le matériel de transport de 12 pour cent.

Suite au manque de devises, les entreprises non exportatrices qui souhaitent importer des matières premières et des pièces détachées ont été contraintes de s'adresser au marché parallèle, sur lequel la monnaie nationale s'échangeait à un taux plusieurs fois supérieur au taux de change officiel – ce qui a alimenté l'inflation et pesé sur les flux de trésorerie des grands groupes. Des problèmes supplémentaires de recouvrement des coûts se sont posés dans les secteurs où les prix restent encadrés (pain, sucre, huile de cuisson, ameublement et minoteries). La rareté de certains produits (carburants, électricité et houille) et l'incapacité du réseau ferroviaire à assurer le transport ont constitué d'autres obstacles. Selon la Confédération des industries du Zimbabwe (Confederation of Zimbabwe Industries – CZI), 60 pour cent des entreprises n'ont pas prévu d'investir en 2002-03 et celles qui ont investi se sont essentiellement contentées de remplacer des équipements. Les possibilités de création d'emplois et d'accroissement de la production s'en trouvent donc réduites.

La quasi-totalité du secteur minier a été durement touchée par la surévaluation du taux de change, le manque de devises, la capacité limitée des services de transport ferroviaire et la pénurie de carburants. La production d'or – qui constitue la deuxième source de devises, avec 14 pour cent de l'ensemble des exportations en 2002, et la moitié de l'activité minière – s'est repliée de 14.3 pour cent en 2002 (à 15.47 tonnes, contre 18.05 tonnes en 2001). Elle devrait baisser encore de 20 pour cent en 2003. Malgré l'introduction, en avril 2001, d'un mécanisme de soutien des prix (qui s'est traduit par un cours plancher de 531 dollars des États-Unis l'once en mars 2002, alors que le cours mondial s'établissait à 296 dollars), les entreprises réduisent leurs activités, y compris leurs opérations de mise en valeur de gisements, et de nombreuses mines ont fermé. Le mécanisme de soutien de l'or a été supprimé en mars 2003, mais le taux de remise obligatoire des recettes en devises a été maintenu à 50 pour cent.

En dépit de ce taux de remise obligatoire et du système d'enchères introduit le 12 janvier 2004 par la

banque centrale, les distorsions structurelles et des prix observées sur la période 1999-2003 devraient faire reculer la production d'or de 10 pour cent en 2004 et de 5 pour cent en 2005. La production de charbon a également dégringolé d'un tiers sur 2001-03. La seule branche qui affiche une progression spectaculaire est le platine, dont le volume de production en 2003 a été huit fois supérieur à celui de 2001. Selon la Chambre du secteur minier (Chamber of Mines), cette progression s'explique par l'achèvement de la phase 1 du projet d'extension « Mimosa » et la deuxième année complète de production de la mine de Makwiro. En moyenne, Mimosa a permis d'accroître la production mensuelle de 329 pour cent entre 2002 et 2003, et celle de Makwiro de 36 pour cent.

Le secteur financier (10 pour cent du PIB) est le seul à afficher une certaine résilience, avec une croissance réelle d'environ 1 pour cent en 2002 et 2003, qui reflète les distorsions d'un taux de change surévalué et les opportunités d'arbitrage offertes par les opérations en devises sur le marché parallèle. En outre, le déclin constant de l'activité économique au Zimbabwe pousse les banques à investir dans des actifs plus risqués, tels que les actions ou l'immobilier, et le faible taux d'intérêt a provoqué une hausse spectaculaire de la Bourse, en décalage avec les mauvais fondamentaux de l'économie. En 2003 (jusqu'au 29 décembre), les indices industriels et miniers ont progressé de 315 et 2 650 pour cent respectivement, alors que le taux d'inflation annuel s'établissait à 598.7 pour cent en fin d'année.

L'essor du marché des actions n'a pas eu de retombées dans le secteur du BTP, qui a continué de reculer en 2003 (-15.5 pour cent), après avoir perdu 6 pour cent en 2002. La grave pénurie de ciment et les importantes hausses des prix des matériaux de construction en sont les principales causes. Malgré le mouvement de baisse général, les prix flambent dans l'immobilier, car les entreprises investissent non plus dans des équipements de production mais dans la pierre. Cependant, la dégradation systémique de la qualité des actifs risque fort de mettre un terme à cette dynamique. Le relèvement attendu des taux d'intérêt sera très certainement préjudiciable aux prix des actifs spéculatifs. A mesure que l'État durcit l'application de la réglementation sur



Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	2000	2001	2002	2003(e)	2004(p)	2005(p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>24.5</b>	<b>15.1</b>	<b>14.0</b>	<b>0.4</b>	<b>-8.3</b>	<b>-11.8</b>	<b>-11.5</b>
Publique	4.6	1.9	1.6	2.4	-1.5	-2.2	-2.1
Privée	19.9	13.2	12.4	-2.0	-6.7	-9.6	-9.4
<b>Consommation</b>	<b>78.2</b>	<b>85.4</b>	<b>87.2</b>	<b>100.8</b>	<b>114.8</b>	<b>132.2</b>	<b>133.1</b>
Publique	17.8	15.4	24.8	33.8	20.4	20.8	16.9
Privée	60.4	70.0	62.4	67.0	94.4	111.4	116.2
<b>Solde extérieur</b>	<b>-2.7</b>	<b>-0.4</b>	<b>-1.2</b>	<b>-1.2</b>	<b>-6.5</b>	<b>-20.5</b>	<b>-21.6</b>
Exportations	37.8	46.8	30.3	23.3	9.6	34.6	34.0
Importations	-40.4	-47.2	-31.6	-24.6	-16.1	-55.0	-55.6

Source : Données du FMI et des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

le contrôle des changes, la plupart des banques auront également des difficultés à dégager des rentes substantielles de leurs activités sur le marché parallèle.

Les autres services – en particulier la distribution, l'hôtellerie et la restauration – ont pâti de la crise et continué de reculer. Le tourisme reste très affecté par la mauvaise image du pays et par les problèmes d'accès par voie aérienne. Au premier semestre 2002, quelque 739 000 entrées de touristes ont été enregistrées, contre 1.45 million sur la même période de 2001, en conséquence du climat d'incertitude et de violence qui a régné pendant la campagne pour l'élection présidentielle. Même si, avec un peu plus d'un million d'entrées au premier trimestre 2003, le tourisme a progressé de 47 pour cent par rapport à la même période de 2002, c'est davantage parce que le chiffre de 2002 était inférieur à la moyenne, et non grâce à une forte reprise dans ce secteur.

La persistance d'une forte inflation et les préoccupations suscitées par le programme de réforme agraire modifient profondément la structure de la demande économique. Ainsi, la formation brute de capital privé, l'un des grands moteurs de la croissance et de la création d'emplois, a chuté ces dernières années. Elle est passée de 19.9 pour cent du PIB en 1995 à -6.7 pour cent en 2002, sous l'effet désastreux des nombreux pillages dans le secteur agricole, qui ont

entraîné la destruction de la majeure partie des équipements.

La réduction continue des dépenses publiques réelles consacrées à la remise en état de l'infrastructure de télécommunications, des réseaux routier et ferroviaire, de l'alimentation en électricité et en eau et du système de santé s'est également soldée par un taux négatif de formation brute de capital fixe dans le secteur public. D'après les estimations, le taux brut global a poursuivi son déclin en 2003 et 2004 en pourcentage du PIB.

Parallèlement au reflux de l'investissement, la consommation a grimpé en flèche, dépassant largement les niveaux de production annuels. Les taux d'intérêt réels négatifs et d'importantes dépenses récurrentes ont encouragé cette hausse, ce qui, selon les estimations, a porté la consommation totale à 132.2 pour cent du PIB en 2003. La projection pour 2004 donne un taux de 133.1 pour cent.

La position extérieure poursuit sa dégradation. De fait, la demande extérieure a encore reculé, passant de -0.4 pour cent du PIB en 1999 à -20.5 pour cent (estimation) en 2003. La surévaluation du dollar zimbabwéen et les distorsions structurelles dont souffrent les grands secteurs exportateurs ont continué d'éroder la part des exportations dans le PIB (de 30.3 pour cent en 2000 à 9.6 pour cent en 2002<sup>1</sup>). En 2003, le rebond

1. Cette baisse est également imputable à un biais : le calcul des importations et des exportations se fonde en effet sur le taux de change officiel (55 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis). Or, les deux tiers des transactions ont eu lieu sur le marché parallèle à un taux moyen de 729 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis en 2002, et de 3 900 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis en 2003.

de la part des exportations et des importations dans le PIB a été dû à l'ajustement du taux de change, porté à 824 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis, contre 55 pour 1 auparavant, les exportations en dollars continuant de se replier pendant l'année.

Les chiffres médiocres des exportations et la faiblesse des entrées de capitaux ont fortement pénalisé les importations, dont la part totale dans le PIB est passée de 31.4 pour cent en 2000 à 16 pour cent en 2002. Comme pour les exportations, l'augmentation et la diminution du ratio importations/PIB s'expliquent par l'effet du taux de change.

Par manque de données, on ne peut dresser un tableau plus précis de la structure de la demande intérieure. La principale source d'information, l'Office central des statistiques du Zimbabwe (*Central Statistical Office – CSO*), connaît de grandes difficultés. Il a en effet perdu la majeure partie de son personnel qui travaille désormais dans le secteur privé ou s'est expatrié. De plus, dans un contexte de profonde crise économique, les entreprises privées ne sont guère enclines à répondre aux enquêtes statistiques nationales. Le taux de réponse n'atteint parfois que 20 pour cent. La présente étude a donc été élaborée sur la base de données émanant de différentes sources, souvent contradictoires : CSO, banque centrale du Zimbabwe, publications du FMI, ainsi que nos propres estimations et projections. En outre, l'incertitude est telle quant à l'évolution politique et économique du pays que toute prévision macro-économique pour 2005 serait bien

hasardeuse. Dans le contexte actuel, cela supposerait des hypothèses arbitraires sur les politiques économiques et la gouvernance qui aboutiraient à multiplier les scénarios plus ou moins plausibles.

## Politique macro-économique

### Politique budgétaire et monétaire

L'absence de rigueur budgétaire et une politique monétaire très accommodante restent les deux principaux obstacles à l'amélioration de la situation macro-économique du Zimbabwe. L'aide à l'investissement et au secteur social continue de diminuer en termes réels, car les dépenses courantes sont toujours beaucoup trop élevées. Le financement du déficit par l'expansion monétaire et l'essor du crédit au secteur privé ont alimenté la croissance de la masse monétaire sur 12 mois qui, de 56.9 pour cent en janvier 2001, s'est envolée à environ 400 pour cent en décembre 2003. Le taux d'inflation annuel a atteint le niveau record de 622.8 pour cent en janvier 2004, contre 228 pour cent en mars 2003.

Le déficit budgétaire est estimé à 3.7 pour cent du PIB en 2003, contre 10.2 pour cent en 2002. Ce résultat tient à la conjonction de taux d'intérêt artificiellement bas et de recettes substantielles. Les recettes ont augmenté sous l'effet, d'une part, de l'ajustement différé des tranches de l'impôt sur le revenu suite à l'évolution de l'inflation et, d'autre part, de

Tableau 2 - Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	2000	2001	2002	2003(e)	2004(p)	2005(p)
<b>Recettes totales (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>28.2</b>	<b>29.2</b>	<b>28.1</b>	<b>26.6</b>	<b>28.0</b>	<b>28.8</b>	<b>25.4</b>
Recettes fiscales	23.4	26.7	25.4	24.6	26.4	27.4	24.0
<b>Dépenses totales (et prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>44.6</b>	<b>38.7</b>	<b>48.8</b>	<b>34.7</b>	<b>38.2</b>	<b>32.5</b>	<b>29.3</b>
Dépenses courantes	39.1	34.7	46.0	32.2	37.9	32.1	28.9
<i>Sans les intérêts</i>	<i>29.9</i>	<i>24.4</i>	<i>29.0</i>	<i>24.3</i>	<i>28.0</i>	<i>27.5</i>	<i>22.7</i>
Salaires	11.1	13.5	16.9	13.4	12.9	16.0	13.3
Paiements d'intérêts	9.3	10.3	17.1	7.9	9.9	4.7	6.2
Dépenses en capital	2.9	2.8	1.8	2.5	0.3	0.4	0.4
<b>Solde primaire</b>	<b>-7.2</b>	<b>0.9</b>	<b>-3.6</b>	<b>-0.2</b>	<b>-0.3</b>	<b>1.0</b>	<b>2.3</b>
<b>Solde global</b>	<b>-16.4</b>	<b>-9.5</b>	<b>-20.7</b>	<b>-8.1</b>	<b>-10.2</b>	<b>-3.7</b>	<b>-3.9</b>

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont reportés.

Source : Données du FMI et des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

l'amélioration des capacités de recouvrement. Les autorités fiscales (Zimbabwe Revenue Authority) sont devenues pleinement opérationnelles en 2002 et une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été introduite au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Cependant, les recettes douanières ont été nettement plus faibles que prévu, car la crise a entraîné un recul global des importations.

La faiblesse des taux d'intérêt a permis de contenir le service de la dette et contribué à ramener l'encours de la dette de 50.6 pour cent du PIB fin 2000 à 14.4 pour cent fin 2003. Néanmoins, la structure du budget public masque l'impact des opérations quasi-budgétaires assez considérables que la banque centrale (Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ) a menées pour stimuler la productivité de l'or et du tabac, ainsi que pour soutenir l'Office de commercialisation des céréales et d'autres organismes publics déficitaires. Parmi ces opérations quasi-budgétaires figure la remise obligatoire d'une partie des recettes en devises, au taux de 55 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis. L'intégration de ces dépenses devrait pousser le déficit à 11 pour cent en 2003.

La structure des dépenses budgétaires demeure une importante source de déséquilibre macro-économique. Les dépenses en capital (y compris les prêts nets), qui représentaient en moyenne 11 pour cent de l'ensemble des dépenses budgétaires de 1995 à 2002, sont tombées autour de 7 pour cent sur la période 2001-03. Dans le même temps, bien qu'en diminution, la part totale des rémunérations et des paiements d'intérêts est restée énorme, à 56 pour cent.

Les pouvoirs publics ont tenté de redonner confiance aux investisseurs en annonçant l'instauration d'un budget de trésorerie en 2004, de manière à faire correspondre recettes et dépenses. Cependant, l'élaboration et la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes restent cruciales. La rationalisation du secteur public par des opérations de transfert au privé et de privatisation apparaît vitale pour la stabilisation de l'économie.

L'accroissement de la rémunération des fonctionnaires (lui-même conséquence de la forte

inflation), l'envolée du coût des emprunts sur le marché local et l'augmentation des interventions quasi-budgétaires dans l'agriculture et dans d'autres secteurs d'exportation clés devraient pousser les dépenses à la hausse en 2004. Toutefois, cette progression des dépenses devrait rester inférieure aux taux explosifs de l'inflation, le déficit atteignant 3.9 pour cent. L'inflation devrait rester difficile à contenir car le déficit budgétaire est essentiellement financé par les banques locales.

En novembre 2002, la banque centrale a introduit un système de double taux d'intérêt. Les secteurs de production et d'exportation bénéficient désormais d'un taux privilégié (30, 10 ou 5 pour cent), tandis que le taux des prêts à la consommation reste librement déterminé par le marché. En avril 2003, le manque de souscripteurs a contraint l'institut d'émission à porter à environ 100 pour cent le taux des bons du Trésor à long terme. La première semaine de janvier 2004, les taux des prêts des banques commerciales ont également été relevés. Ils se situent à présent entre 220 et 600 pour cent, mais les taux d'intérêt réels sont toujours négatifs, ce qui décourage l'épargne.

Depuis trois ans, le taux de change du dollar zimbabwéen était surévalué par rapport au dollar des États-Unis : 55 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis. En mars 2003, le taux de la plupart des transactions réalisées par le secteur privé sur le marché officiel a été fixé à 824 dollars zimbabwéens, c'est-à-dire nettement en deçà de la valeur de compensation, estimée à environ 5 000 dollars zimbabwéens en janvier 2004. Malgré le renforcement des contrôles sur les banques commerciales et la fermeture de bureaux de change en novembre 2002, les taux du marché parallèle ont continué de monter. Ils avoisinaient 3 000-3 500 dollars zimbabwéens fin juillet 2003 et 6 000-6 500 en fin d'année.

En décembre 2003, les autorités monétaires ont annoncé la mise en place d'un système d'enchères à compter du 12 janvier 2004, obligeant les exportateurs à vendre un quart de leurs recettes en devises au taux fixe de 824 dollars zimbabwéens et un autre quart au taux des enchères. Ils peuvent conserver les 50 pour cent restants dans leur compte en devises, et les utiliser sous

21 jours. Passé ce délai, ils doivent mettre le volume restant sur le marché, au taux des enchères.

Au cours des neuf premiers mois de 2003, le manque de fonds pour importer du papier et de l'encre a entraîné une grave pénurie de billets de banque libellés en dollars zimbabwéens, et menacé l'ordre public en août. La banque centrale a remédié à cette situation en imprimant des chèques au porteur d'une valeur de 5 000, 10 000 et 20 000 dollars zimbabwéens, qui font aujourd'hui office de moyen de paiement courant.

En novembre 2003, un nouveau gouverneur a été nommé à la tête de la banque centrale. Annoncée le 18 décembre 2003, la politique monétaire 2004 devrait être axée sur la lutte contre l'inflation, la stabilité du secteur financier et les entrées de devises. Le système de taux d'intérêt différenciés est maintenu, même si certains secteurs de production bénéficient d'un taux privilégié, de 30 pour cent<sup>2</sup>. Cependant, ces moyens de financement concessionnels risquent de nouveau d'être détournés à des fins spéculatives ou pour des activités non productives, ce qui accentuerait les pressions inflationnistes. Cependant, les mesures envisagées au coup par coup ne peuvent apporter de solution durable à la crise. En l'absence de rigueur monétaire et de réajustement du taux de change, il est peu probable que les déséquilibres macro-économiques puissent être réduits. On peut donc tabler sur un taux d'inflation moyen de 456 pour cent en 2004, contre 377 pour cent en moyenne en 2003.

Afin de juguler la spéculation financière, le nouveau gouverneur de la banque centrale a durci les exigences vis-à-vis des banques. Cette décision a provoqué une grave crise de liquidité au cours des deux dernières semaines de 2003 et en janvier 2004, crise qui a entraîné l'effondrement d'un établissement, Century Discount House, le 3 janvier. Début janvier, au moins huit banques ont été exclues du mécanisme de pré-règlement, car elles n'étaient plus à même de financer leurs opérations dans le cadre du règlement brut en temps réel. Ces événements ont sérieusement mis à

mal la confiance du marché dans le système financier. Le rétablissement de cette confiance devra figurer parmi les grands objectifs de la politique monétaire.

### Position extérieure

Malgré les efforts de libéralisation considérables déployés ces dix dernières années, le Zimbabwe se caractérise toujours par un régime commercial contraignant, en particulier en ce qui concerne le compte de capital. Les exportations restent assujetties à un système de permis et de monopoles. Ainsi, l'Office de commercialisation des céréales (GMB) détient le monopole des exportations de maïs, et l'or est exporté uniquement par la banque centrale (RBZ). La Commission de commercialisation des minerais (Minerals Marketing Council of Zimbabwe - MMCZ) contrôle l'essentiel des exportations de minerais du pays. Assoupli au début des années 90, le mécanisme de répartition des devises a depuis peu été rétabli sous la forme de stricts contrôles sur les devises afin de réguler la croissance des importations.

Parmi les autres mesures publiques destinées à attirer des devises, figurent, en mars 2003, un relèvement à 50 pour cent du taux de remise obligatoire des recettes d'exportation – qui oblige les exportateurs à rapatrier *via* le marché officiel les recettes réalisées à l'étranger – et l'adoption, en janvier 2004, d'un système d'enchères pour les devises. Étant donné l'important écart entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle, cette exigence, de même que l'obligation de déposer les devises sur un compte spécial contrôlé par la RBZ, s'apparente à une taxe pour les exportateurs. En outre, avant l'introduction du système d'enchères, la pénurie de devises sur le marché officiel contraignait les importateurs privés à faire appel au marché parallèle à un taux majoré, supérieur à 600 pour cent.

Le taux des enchères ayant avoisiné 3 800 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis au cours des deux premières semaines (c'est-à-dire à compter de la mi-janvier 2004), l'écart entre le taux officiel et le taux

1. En 2004, les secteurs de production recevront une aide totale d'environ 750 milliards de dollars zimbabwéens, contre 497 milliards au 30 septembre 2003, soit une hausse de 51 pour cent.

parallèle s'est resserré et, à la fin du mois, ce dernier s'établissait à environ 4 800 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis. Cependant, en dépit de l'enthousiasme initial de la communauté des affaires, le système d'enchères s'est retrouvé sous le contrôle étroit de la banque centrale, avec des conséquences négatives pour les exportateurs. Les contrôles se manifestent notamment par le rejet des offres considérées comme excessivement élevées et donc susceptibles de favoriser l'inflation. En outre, des contrôles supplémentaires rejettent les offres d'achat de devises soupçonnées de servir des objectifs considérés comme non prioritaires. En conséquence, les exportateurs ont été contraints de vendre 25 pour cent de leurs marchandises à un taux d'enchères moyen excessivement bas, les bénéfices s'avérant *in fine* très inférieurs aux coûts. De plus, tandis que certains importateurs tiraient profit du coût officiel modeste des devises par rapport au marché parallèle, d'autres ont été pénalisés par le processus de fixation des priorités qui ne leur a pas permis d'importer les biens nécessaires à la conduite de leurs affaires.

Depuis 2000, la position extérieure du Zimbabwe s'est considérablement dégradée, sous l'effet combiné du gel de l'aide étrangère et du recul des exportations, qui a causé une grave pénurie de devises, entraînant à son tour une réduction des importations. La forte inflation, dans un contexte de surévaluation du taux de change fixe, a mis en péril la compétitivité et provoqué une contraction de 36 pour cent des exportations par rapport à 2000. Selon les estimations, en 2003, les exportations devraient représenter la moitié du chiffre de 1996.

En 2002, les ventes à l'exportation de produits agricoles ont cédé 22.4 pour cent, principalement sous

l'effet du repli du tabac, du sucre et de l'élevage qui n'a pas été compensé par la modeste augmentation de l'horticulture. En 2003, elles auraient encore perdu 31.6 pour cent, selon les estimations. En 2002, les exportations de produits miniers se sont contractées de 23.8 pour cent, en raison du plongeon des ventes d'or et d'amiante. Cependant, en 2003, l'explosion des ventes de platine a permis de limiter la baisse à 11.4 pour cent. Les exportations de produits manufacturiers, notamment le coton fibre, ont régressé de 11.9 pour cent en 2002 et de 7.7 pour cent (selon les estimations) en 2003.

Les rares devises disponibles pour les importations ont essentiellement servi à acheter de la nourriture, afin de compenser le recul de la production de denrées de base. Les importations alimentaires ont ainsi progressé, passant de 3.3 à 16.7 pour cent du total des importations entre 2000 et 2002, aux dépens de biens essentiels comme les matières premières (carburants, électricité) et des facteurs de production (produits chimiques, équipement). Toutefois, les importations de matériel de transport ont affiché une solide progression (8.8 pour cent), car la distorsion du marché des changes dans un environnement hyper inflationniste alimente l'essor des importations de véhicules à moteur, y compris des marques de luxe.

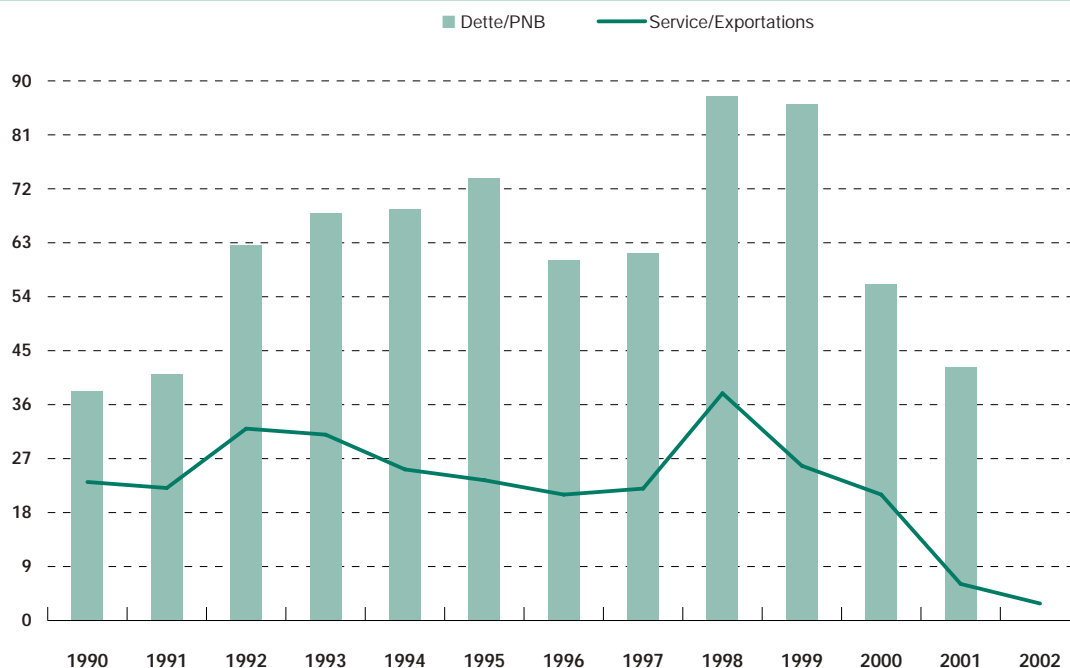
Le déficit commercial s'est creusé : de 2.4 pour cent du PIB en 2001 à 15.6 pour cent en 2003, selon les estimations. Cette dégradation s'explique également en grande partie par l'ajustement du taux de change en 2003 (porté de 55 à 824 dollars zimbabwéens pour un dollar des États-Unis). Contrairement aux attentes, le nouveau système d'enchères pour les devises n'a pas

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	2000	2001	2002	2003(e)	2004(p)	2005(p)
Balance commerciale	1.2	4.6	3.7	-2.4	-4.5	-15.6	-16.8
Exportations de biens (f.o.b.)	30.8	35.5	24.5	17.7	7.8	27.4	26.6
Importations de biens (f.o.b.)	-29.6	-30.9	-20.8	-20.1	-12.4	-43.0	-43.4
Services	3.5	0.4	-1.5	-2.2	-1.3		
Revenu des facteurs	-4.5	-6.6	-5.3	-3.7	-1.4		
Transferts courants	1.7	2.1	1.7	1.3	1.3		
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-5.1</b>	<b>0.5</b>	<b>-1.4</b>	<b>-7.1</b>	<b>-5.9</b>		

Source : Données du FMI et des autorités nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Figure 5 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Banque mondiale.

permis d'assouplir les conditions sur le marché des changes, ni de doper les exportations. Le déficit commercial devrait se creuser encore en 2004, le recul des exportations, notamment d'or et de tabac, devant être plus rapide que celui des importations.

L'évolution négative des comptes courants et la dégradation du compte de capital depuis 2000 exacerbent la crise du taux de change. Les entrées de capitaux à long et à court terme, ainsi que les investissements étrangers, ont considérablement décliné en raison d'un contexte macro-économique et socio-politique défavorable et de la perte de confiance des milieux d'affaires. Le platine fait exception à la règle. Impala Platinum (deuxième producteur mondial) a fait une offre publique d'achat sur des actions de Zimbabwe Platinum Mines (Zimplats), afin de porter sa participation de 35.7 à 85.2 pour cent. Les entrées de capitaux spéculatifs à court terme ont été légèrement positives, les investisseurs étant attirés par les bonnes performances de la Bourse du Zimbabwe (Zimbabwe Stock Exchange – ZSE).

L'amenagement des financements accordés par les donateurs explique lui aussi la détérioration du compte de capital. Depuis 2000, l'endettement extérieur total (hors arriérés) se réduit, en raison de la diminution des aides et des prêts octroyés par les organismes multilatéraux. La pénurie de devises rend les remboursements de plus en plus difficiles, et, depuis la mi-1999, l'État n'est plus en mesure d'honorer la plupart de ses engagements. En 2003, les réserves utilisables du pays avoisinaient le niveau précaire de moins de 20 millions de dollars des États-Unis (soit l'équivalent de 3 jours d'importations).

Les arriérés de remboursements vis-à-vis de l'extérieur se sont considérablement accrus, passant de 109 millions de dollars des États-Unis en 1999 à 1.5 milliard de dollars à la fin de 2002 (dont plus de 40 pour cent sont dus à des organismes multilatéraux) et à 2.5 milliards de dollars à la fin de 2003. Fin 2004, ces arriérés devraient encore s'alourdir pour atteindre 4 milliards de dollars des États-Unis, sapant encore davantage la solvabilité du pays aux yeux des marchés internationaux. En juin

2002, le FMI a suspendu son assistance technique au Zimbabwe, car les arriérés dépassaient 132 millions de dollars des États-Unis et, en novembre 2003, il a commencé à engager la procédure de retrait forcé de ce pays. Fin 2003, le déficit de la balance des paiements représentait près de deux années d'exportations aux niveaux actuels. Comblé cet écart constitue une tâche colossale pour l'État.

## Questions structurelles

La dégradation de l'infrastructure, qui pèse sur les performances économiques, s'explique par le manque de financement public, une structure de tarification inadaptée et une grave pénurie de devises pour acheter des pièces de rechange. La seule entreprise ferroviaire du pays ne peut assurer un transport efficace des marchandises, la mine Wankie Colliery ne produit pas assez de houille et la fourniture d'électricité n'est pas fiable. Fin 2003, sur les 60 locomotives que possédait l'entreprise ferroviaire publique du Zimbabwe (National Railways of Zimbabwe – NRZ), seules la moitié étaient en état de marche, alors qu'il en faudrait 120 pour répondre aux besoins. Un entretien insuffisant et le manque de personnel qualifié sont responsables du nombre accru de retards et d'accidents.

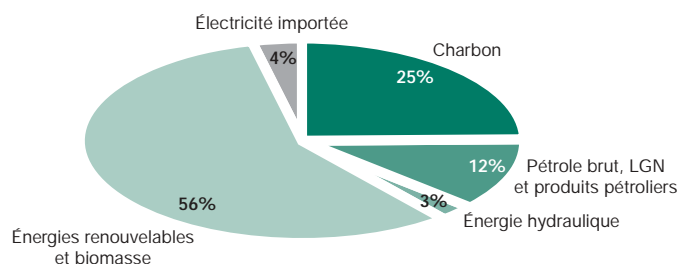
En novembre 2003, la Confédération des industries du Zimbabwe (Confederation of Zimbabwe Industries) a réagi à la lenteur des réformes en s'efforçant de

regrouper des moyens afin de pallier les problèmes les plus urgents rencontrés par le secteur privé. Elle a notamment proposé que les utilisateurs/exploitants émettent des obligations garanties par la banque centrale du Zimbabwe afin d'attirer des fonds en monnaie locale et en devises qui permettraient de remettre les locomotives et les wagons en service. Mais cette opération nécessite des flux de trésorerie stables, ce qui est loin d'être garanti dans l'environnement macro-économique actuel<sup>3</sup>.

La mine Wankie Colliery ne dispose que d'une seule excavatrice pour l'extraction de houille à ciel ouvert, et cette machine ne fonctionne qu'à la moitié de ses capacités. Malgré ses réserves colossales, le Zimbabwe est obligé d'importer du Botswana un charbon plus cher. Le charbon servant au séchage du tabac, au raffinage du sucre, à la fabrication de ciment et, surtout, à la production d'électricité, la pénurie touche tous les pans de l'économie. L'électricité provient, à peu près dans les mêmes proportions, des centrales thermiques, de la centrale hydroélectrique de Kariba et des importations de Cahora Bassa (Mozambique), SNEL (Congo RDC) et ESKOM (Afrique du Sud) *via* le Southern African Power Pool (SAPP), « marché de gros » de l'électricité créé par les pays d'Afrique australe.

Le Zimbabwe ne parvient pas à rembourser ses dettes et ses arriérés. Depuis janvier 2003, cette situation contraint le Mozambique et l'Afrique du Sud à réduire fortement leurs exportations d'électricité à destination

Figure 6 - Composition de l'offre intérieure d'énergie en 2001



Source : Agence internationale de l'énergie.

3. Les principaux exportateurs rassemblent également des devises pour aider NOCZIM (National Oil Company of Zimbabwe) à importer des produits pétroliers.

de ce pays et la ZESA (Zimbabwe Electricity Supply Authority) doit procéder à des délestages et à des coupures. Afin de lever des fonds pour rembourser la dette extérieure, la ZESA demande aux exportateurs d'acquitter leurs factures en devises. En plus de ces problèmes opérationnels, les excédents du SAPP risquent de fondre d'ici 2007. Les ressources internes permettant de maintenir le système actuel et de financer les nouveaux investissements sont à l'évidence insuffisantes. Plus de 61 pour cent de la population (82 pour cent en zone rurale) n'ont toujours pas accès à l'électricité.

Face à cette situation, l'État a engagé un programme de réformes destiné à ouvrir le secteur de l'électricité aux capitaux privés. Aux termes de la loi sur l'électricité de janvier 2002, la ZESA a été scindée en trois entités (production, transport et distribution). A la mi-2003, le conseil des ministres a donné son aval à la dilution du contrôle de l'État sur l'entreprise nationale de production d'électricité (Zimbabwe Power Company – ZPC), même si, conformément à la loi, la participation du secteur privé ne peut excéder 49 pour cent.

La mise en œuvre des autres dispositions de cette loi – création d'une Commission de réglementation de l'électricité (Electricity Regulatory Commission – ZERC), étude de la tarification et différenciation des tarifs de production, transport et distribution, modalités de régulation – a pris un retard considérable. Les incertitudes liées à la structure et au niveau actuel des tarifs accroissent également les risques pour les investisseurs potentiels. La nomination d'une instance de réglementation, la réalisation d'une étude de la tarification et la clarification de la structure tarifaire doivent être effectuées sans délai si l'on veut obtenir le financement indispensable au renforcement des capacités. A long terme, l'État envisage d'acquérir une participation de 25 pour cent dans le barrage de Cahora Bassa et de développer la centrale de Hwange.

Depuis 1999, la raréfaction des réserves de change pèse sur l'importation de carburants liquides. La Libye a mis un terme à l'accord spécial d'échange de pétrole contre des actifs physiques (y compris des terres) et des actions du Zimbabwe, Harare n'ayant pas honoré ses engagements.

Pour lutter contre l'extension d'un marché noir des carburants, l'État a introduit en 2003 un système de double prix : les organismes publics et les autres acteurs économiques clés achètent à NOCZIM (National Oil Company of Zimbabwe) à un prix fixé et les entreprises privées (BP, Caltex, Mobil, Shell et Total) ont le droit d'importer et de distribuer leurs produits au prix du marché. L'État assouplit peu à peu les règles, mais le contrôle des prix reste beaucoup trop faible pour ramener l'équilibre sur le marché. En novembre 2003, le prix réglementé s'établissait à 450 dollars zimbabwéens le litre (contre 76 en février), mais le marché parallèle demandait plus de 3 000 dollars zimbabwéens.

Depuis 1999, 15 entreprises publiques ont été cédées au secteur privé, et, début 2002, 30 entreprises étaient inscrites sur la liste des privatisables. La privatisation des activités commerciales de l'Office de commercialisation des céréales est planifiée et l'Agence de privatisation du Zimbabwe (PAZ) a soumis à l'État une proposition d'accord de concession pour l'entreprise ferroviaire publique (NRZ). Cependant, l'Agence de privatisation ne peut qu'exécuter les décisions prises par le gouvernement. La sphère politique intervient donc dans la gestion des entreprises publiques. Le processus de privatisation s'est totalement arrêté en 2003, en raison d'un contexte économique défavorable et du retrait de l'aide des donateurs. En novembre, l'État a annoncé qu'il suspendait le processus jusqu'à nouvel ordre et prévoyait plutôt de restructurer NOCZIM et Air Zimbabwe, ainsi que de créer une instance de réglementation du secteur pétrolier.

Une distribution des terres extrêmement inéquitable menace la cohésion sociale depuis l'indépendance du pays. A l'époque, quelque 4 500 grandes exploitations commerciales, la plupart entre les mains d'agriculteurs blancs, occupaient 11 millions d'hectares, situés sur les terres les plus fertiles et les mieux irriguées du pays. De l'autre côté, 1.2 million de familles (soit environ la moitié de la population d'alors) vivaient sur 16.3 millions d'hectares de terres communales de mauvaise qualité et exposées à la sécheresse. En outre, selon la Banque mondiale, environ 40 à 50 pour cent des terres arables à fort potentiel n'étaient pas cultivées pour diverses raisons (restrictions sur la subdivision



des parcelles, attribution de droits d'utilisation de l'eau et absence de taxe foncière, notamment).

Depuis juin 2000, la réforme agraire est devenue la priorité absolue des pouvoirs publics. Le programme de développement accéléré (*Fast Track Development Program*) couvre 5 millions d'hectares et concerne 150 000 familles, alors que l'ancien programme portait sur 3.5 millions d'hectares et avait réinstallé 73 000 familles en vingt ans. Le nouveau dispositif prévoit une indemnisation en fonction de la valeur ajoutée, et non de la valeur proprement dite de la terre. D'après les instances dirigeantes, le programme a atteint son objectif premier, à savoir la redistribution des terres à 300 000 petits agriculteurs (A1) au cours des trois dernières années. Cependant, en 2002, un audit effectué par Flora Buka, ministre de la Réforme agraire, a révélé que des personnalités politiques très en vue s'étaient rendues coupables de graves violations de la règle « un homme, une ferme » et étaient soupçonnées d'avoir reçu plusieurs grandes exploitations agricoles.

La présidence a contesté ce résultat et demandé à Charles Utete, un proche de Robert Mugabe, d'effectuer un second audit. Celui-ci s'est achevé en octobre 2003 et ses conclusions restent confidentielles, même si elles ont été en partie ébruitées par la presse. Selon ce rapport, seuls 127 192 petits agriculteurs (A1) et 7260 fermiers commerciaux (A2) ont bénéficié de ces terres (contre 50 000 nouveaux exploitants prévus). Il y a une fois et demi plus de fermiers commerciaux (A2) que d'exploitants blancs, mais la surface totale qui leur est allouée ne représente que 2.2 millions d'hectares, contre plus de 11 millions pour les Blancs. Ainsi, même si la terre était rendue productive (ce qui est fort peu probable étant donné les problèmes actuels), la production commerciale représenterait environ un cinquième de la production des années antérieures.

Le rapport Utete affirme par ailleurs que l'État a saisi quelque 8.6 millions d'hectares sur 4 324 exploitations et que 1 323 fermiers blancs sont restés sur leurs terres, alors que 600 seulement de ces exploitations sont pleinement opérationnelles, d'après le Syndicat de l'agriculture commerciale (Commercial Farmers Union). Sur les 330 000 ménages d'ouvriers

agricoles travaillant sur les exploitations commerciales, environ 300 000 ont été congédiés. Les abus sont également monnaie courante dans l'application des règles relatives aux expropriations : propriétaires terriens absents, possession de plusieurs propriétés et exploitations situées à proximité de zones peuplées par les autochtones.

Même sur les terres redistribuées, le droit d'occupation n'est pas garanti. Au lieu d'un titre de propriété, l'État propose un bail sur 99 ans. Cette absence de garantie a des conséquences dramatiques sur la capacité des agriculteurs à financer leur production. Environ 270 agriculteurs zimbabwéens se sont installés dans les pays voisins, en Zambie et au Mozambique (notamment dans la province septentrionale de Manica), attirés en partie par les programmes publics spéciaux proposés par ces pays.

## Contexte politique et social

La crise politique s'est aggravée après la réélection du président Robert Mugabe en mars 2002, au terme d'une élection qui s'est déroulée dans un « climat de terreur » selon le Groupe d'observateurs du Commonwealth. Le Zimbabwe a été exclu du Commonwealth pendant un an (jusqu'en mars 2003) et les États-Unis et l'Union européenne lui ont imposé des « sanctions intelligentes », qui visaient certains hauts responsables du gouvernement ainsi que le parti au pouvoir, le ZANU-PF (Zimbabwe African National Union-Patriotic Front – Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique).

Avant le Sommet du Commonwealth à Abuja, qui s'est tenu en décembre 2003, Olusegun Obasanjo, président du Nigeria, a discrètement fait pression sur Robert Mugabe afin que ce dernier reprenne des négociations avec l'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (Movement for Democratic Change – MDC). Cette stratégie n'a pas donné les résultats escomptés, et le pays n'a pu sortir de l'impasse politique. Sur les recommandations d'un groupe de travail composé de ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, M. Mugabe n'a pas été convié au

sommet et, en décembre, il a annoncé que le Zimbabwe se retirait du Commonwealth.

Les violences et les intimidations n'ont pas cessé en 2003. Au mois de mars de cette même année, le parti au pouvoir a remporté deux élections législatives partielles, même si le MDC en a lui aussi gagné deux à Harare (Kuwadzana et Highfields). Il détient 137 des 222 sièges au conseil municipal et six mandats de maire sur sept. De mars à juin 2003, le MDC a organisé des journées d'action (« *stay-aways* »). Il s'agissait du plus important mouvement de protestation contre le régime depuis plus de deux ans : fermeture des magasins, des banques, des usines et d'autres entreprises.

S'appuyant sur la sévère Loi sur l'ordre public et la sécurité (*Public Order and Security Act*), la milice, les forces de police et l'armée, toutes à la botte du régime, ont réagi en arrêtant et en passant à tabac des militants des syndicats et de la société civile, notamment plusieurs parlementaires. Le ministre de l'Intérieur a suspendu le maire d'Harare soupçonné de « mauvaise conduite », sans plus de précision. La parution du *Daily News*, unique quotidien indépendant du pays, a été suspendue en juillet avant d'être interdite en septembre, pour « absence d'autorisation ». Invoquant une violation de la liberté de la presse, Reporters sans frontières a dénoncé la fermeture du journal et l'arrestation arbitraire de cinq de ses directeurs de publication.

L'opinion internationale reste divisée à propos de Robert Mugabe. Le secret de la réussite du président zimbabwéen tient à sa capacité à maintenir les yeux de la communauté internationale rivés sur la question de la répartition des terres et non sur la conduite de l'élection présidentielle de 2002, les violations des droits de l'homme et l'entreprise de sape menée à l'encontre de la démocratie et de l'État de droit. La politique menée par le Zimbabwe a des conséquences sur le reste de la région et constitue une menace pour le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), ambitieuse initiative qui prévoit un mécanisme d'évaluation des questions de gouvernance par les pairs.

L'Afrique du Sud est l'un des pays qui déploie le plus d'efforts pour améliorer la gouvernance en Afrique,

mais reste prudente vis-à-vis du Zimbabwe. L'opinion publique sud-africaine soutient la réforme agraire et les autorités craignent qu'une vive opposition au régime zimbabwéen ait des répercussions dans toute la zone. Lors du Sommet d'Abuja, le président Thabo Mbeki a déclaré que la meilleure manière de résoudre la crise consistait à réintégrer le Zimbabwe sur la scène internationale. Cependant, un nombre restreint, mais croissant, de pays africains, tels que le Botswana et le Kenya, portent un regard de plus en plus critique sur le Zimbabwe et ont demandé à l'Union africaine d'effectuer un examen de ce pays par les pairs. D'autres, comme le président namibien Sam Nujoma, considèrent Robert Mugabe comme un héros de la lutte pour l'indépendance.

Le MDC n'est prêt à négocier avec Robert Mugabe qu'à la condition qu'un gouvernement intérimaire soit formé pour organiser de nouvelles élections. Il est fort peu probable que le président zimbabwéen quitte ses fonctions de son plein gré et rien ne porte à croire qu'il envisagerait de démissionner même si on lui garantissait une immunité totale contre toute poursuite ultérieure. Fin 2003, on a pu espérer qu'il s'orientait vers un compromis lorsqu'il a nommé un nouveau vice-président, en la personne du général Vitalis Zvinvashe, ancien chef d'état-major des armées (*Zimbabwe Defence Forces – ZDF*). Mais ce dernier a publiquement déclaré en 2002 que l'armée n'acceptera personne n'ayant pas participé à la guerre de libération, indiquant par-là que la ligne dure du ZANU-PF a encore le dessus. La société civile, notamment les associations professionnelles et les syndicats, s'inquiète de plus en plus pour l'avenir, mais ne semble pas exercer une influence suffisante, en particulier dans les zones rurales. Les chefs religieux sont apparus comme les seuls médiateurs possibles.

La crise persistante et la progression du VIH/sida au sein de la population annulent les gains d'espérance de vie enregistrés au cours de ces vingt dernières années, aggravent les profondes divisions dans un tissu social déjà fragile (les 20 pour cent les plus riches de la population perçoivent 60 pour cent du revenu total) et pèsent sur des systèmes de santé et d'éducation déjà mal en point. L'indicateur du développement humain du PNUD classe le Zimbabwe dans les pays à « faible développement humain ».

La pauvreté s'est aggravée depuis 2000, sous l'effet combiné de la crise économique, des relations tendues avec les groupes de donateurs, de l'impact de la réforme agraire et de la grave sécheresse. En 2004, la famine pourrait toucher quelque 5.5 millions de personnes. Selon le PNUD, malgré les importations de l'Office de commercialisation des céréales, l'aide alimentaire devra combler un déficit de céréales de 610 000 tonnes. Les donateurs s'étant engagés sur 140 000 tonnes, il manque donc encore 470 000 tonnes pour la campagne 2003/04. Fin 2003, la diminution des financements accordés par les organismes humanitaires se chiffrait à 110 millions de dollars des États-Unis, soit 57 pour cent du montant escompté. Cette situation s'explique principalement par le manque de coopération entre les pouvoirs publics et la communauté internationale, qui empêche l'évaluation des besoins, la planification et la mobilisation des moyens.

Au Zimbabwe, les catégories de population vulnérables sont également menacées par la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement. Selon la mission du PNUD pour l'évaluation des risques humanitaires au Zimbabwe, les réseaux urbains d'adduction et d'évacuation des eaux usées sont au bord de l'effondrement. L'absence de devises empêche en effet d'acheter des pièces de rechange indispensables et des produits chimiques servant à purifier l'eau. L'exode rural et le manque d'entretien exercent eux aussi des pressions croissantes sur les réseaux urbains. Ces derniers ne parviennent pas à fournir la quantité et la qualité d'eau potable nécessaire, comme en témoignent les coupures et les épidémies fréquentes. L'adduction en milieu rural pâtit des lacunes des services d'information, d'un entretien insuffisant et de la pénurie de main-d'œuvre. De graves épidémies de choléra se sont déclarées dans la vallée du Zambèze, l'une des régions les plus pauvres du pays.

Le secteur de la santé s'effondre, touché par une fuite des cerveaux, une dégradation des infrastructures et une pénurie de médicaments. En 2003, plusieurs hôpitaux et de nombreux services hospitaliers ont fermé, notamment par manque de personnel, d'équipement ou de médicaments. Avec, selon ONUSIDA, 24.6 pour cent de sa population adulte séropositive ou malade du

sida, le Zimbabwe fait partie des pays les plus touchés au monde, après le Botswana. Quelque 56.5 pour cent des adultes de 15 à 49 ans infectés sont des femmes. Le taux de mortalité causé par cette maladie est passé de 18.29 pour mille en 1998 à 34.14 en 2001. Les chiffres risquent d'augmenter suite à la crise alimentaire de 2002 qui a exacerbé la vulnérabilité aux infections et exposé des individus séropositifs ou malades du sida à des surinfections, à cause d'une résistance affaiblie par une mauvaise nutrition.

L'épidémie se concentre le long des grandes routes et, avec l'insécurité alimentaire actuelle et l'augmentation des comportements à risque qui en résulte, comme la prostitution ou la migration, le risque de contagion s'accroît considérablement. Le sida fait également de nombreux orphelins. Fin 2003, ils étaient quelque 761 000 (de 0 à 14 ans), et seront, d'après les estimations, 1.2 million en 2010 (près de 10 pour cent de la population totale). Leur nombre pèsera lourdement sur les services sociaux et sur la cohésion sociale du pays. Selon une étude de la FAO, on a enregistré en 2000 une perte de 10 pour cent de la main-d'œuvre agricole. Pour lutter contre cette menace, un prélèvement fiscal pour la lutte contre le sida (retenue à la source de 3 pour cent) et un impôt sur les sociétés ont été introduits en 2000. En 2001, le parlement a créé un Conseil du sida (AIDS Council), qui doit mettre en œuvre la stratégie nationale contre cette maladie et débloquer les fonds au profit des comités de lutte contre le sida au niveau des districts. Jusqu'ici, l'absence de programme clair freine le déploiement d'une politique efficace. De plus, la gabegie et l'absence de capacités au niveau des districts empêchent une utilisation efficace des fonds. Les centres de conseil et de dépistage volontaire, fortement subventionnés et gérés par l'État, risquent également de fermer leurs portes par manque de devises pour acheter des médicaments de base. Les perspectives de lutte contre la maladie sont sombres, car de plus en plus d'individus se concentrent sur la survie immédiate et les capacités publiques restent limitées.

Les difficultés politiques et économiques actuelles, le VIH/sida, les déplacements et la réinstallation des populations érodent les immenses progrès réalisés dans l'enseignement depuis l'indépendance. Ce secteur

· souffre d'un financement insuffisant et du manque de directeurs et d'enseignants qualifiés, à cause du VIH/sida et des migrations. Invoquant la faiblesse des rémunérations et l'absence d'opportunités, au moins 500 000 personnes, pour l'essentiel des enseignants et des travailleurs de la santé, ont quitté le pays au cours des trois dernières années.

La baisse de la qualité de l'enseignement est particulièrement marquée dans les régions touchées par la réforme agraire. Dans les nouvelles zones de réinstallation, de nombreuses écoles ne disposent pas des infrastructures de base, de l'eau, de l'assainissement et des manuels scolaires nécessaires. Il leur manque

également 30 pour cent d'enseignants qualifiés. Les pénuries alimentaires aggravent encore la situation et de nombreux professeurs et élèves doivent consacrer l'essentiel de leur temps et de leurs efforts à trouver de quoi nourrir leur famille. De plus, en l'absence d'une infrastructure de transport suffisante, les élèves ne peuvent se rendre en cours. Les frais d'inscription excluent les enfants vulnérables, en particulier les orphelins, de l'école : c'est la raison invoquée par 39 pour cent des enfants d'âge scolaire qui quittent l'école primaire. Chez les plus âgés, les filles sont les plus nombreuses à abandonner les études, ce qui annule tous les progrès enregistrés dans les années 80 sur le plan de l'égalité des sexes.